

RAPPORT 2004 SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Établi par le secrétariat de la CNUCED

Deuxième partie

COMMERCE INTERNATIONAL ET RÉDUCTION DE LA PAUVRETE

Chapitre 4

CONFLITS CIVILS ET RELATION COMMERCE-PAUVRETÉ



Conflits civils et relation commerce-pauvreté

Chapitre

4

A. Introduction

Le chapitre qui va suivre complète l'analyse de la relation commerce-pauvreté telle qu'elle fonctionne dans les PMA par l'étude de certaines des interactions entre conflit civil, commerce et pauvreté. C'est un sujet important pour les PMA, dont beaucoup ont connu dans les années 70, 80 et 90 des conflits civils qui ont eu des répercussions à la fois sur l'incidence de la pauvreté chez eux et sur leurs résultats commerciaux. Le chapitre s'ouvre (sect. B) sur une brève présentation générale des tendances des conflits civils dans les PMA et autres pays en développement. Le schéma des conflits sera ensuite examiné, en particulier sous l'angle de leurs rapports avec la faiblesse du revenu, la récession économique et la spécialisation des exportations (sect. C et D). On verra enfin comment les conflits civils influent sur les échanges et la pauvreté dans les PMA. Les conclusions finales seront présentées dans la dernière section.

Il faut dès le départ insister sur le fait qu'il ne s'agit pas ici d'analyser exhaustivement la configuration des conflits civils, leurs causes et leurs conséquences dans les PMA. Parmi toutes leurs causes, on peut citer non seulement des facteurs économiques et commerciaux mais aussi des problèmes sociaux et politiques comme l'absence de perspectives politiques; fragmentation sociale provoquée par la discrimination ethnique, raciale, religieuse ou linguistique (Banque mondiale, 2000: 126); décalage, hérité des temps coloniaux, entre frontières territoriales et appartenances sociales (Banque mondiale, 2000); absence de libertés de toutes sortes; état de non-droit et violation des droits fondamentaux des citoyens (Organisation des Nations Unies, 2001a); disparités étroitement liées à l'identité des groupes (Goodhand, 2001); dégradation de l'environnement (Homer-Dixon, 1994); influence d'intérêts économiques et politiques externes (Stewart et Fitzgerald, 2000: vol. I, chap. 8). La question des rapports entre facteurs internes et facteurs externes tant au début des conflits que pendant leur déroulement est très complexe. On ne cherchera pas à y répondre ici, car il s'agit plutôt d'approfondir et de raffiner l'analyse de la relation commerce-pauvreté présentée dans le dernier chapitre.

Il faut également insister sur le fait que la présentation générale des divers cas de conflit civil se fonde sur une base de données internationale, celle de l'Université d'Uppsala et de l'Institut international d'Oslo de recherches sur la paix (Uppsala/PRIO)¹. L'une des grandes difficultés que présente l'étude des conflits tient au fait que chaque base de données utilise sur sa propre définition du conflit et amène ainsi à des conclusions différentes quant au lieu et au moment où un conflit se produit. Les conceptions divergent également quant au déclenchement et à la fin des troubles et quant au seuil de violences à partir duquel on peut parler d'un conflit. Selon la définition de la base Uppsala/PRIO, un conflit armé est «un cas litigieux d'incompatibilité impliquant un gouvernement et/ou un territoire, dans lequel l'emploi de la force armée entre deux parties, dont l'une au moins est le gouvernement de l'État, provoque au moins 25 décès du fait des combats» (Strand, Wilhelmsen et Gleditsch, 2004: 3). Ce seuil de 25 décès est inférieur aux 1 000 décès que retiennent certaines autres bases de données². La base Uppsala/PRIO, largement utilisée (voir par

Beaucoup de PMA ont connu dans les années 70, 80 et 90 des conflits civils qui ont eu des répercussions à la fois sur l'incidence de la pauvreté et chez eux et sur leurs résultats commerciaux.

exemple: PNUD, 2004), renseigne sur la durée des conflits en années, sur leur nature et sur leur intensité³, qui sert de base à la classification. Mais celle-ci ne reflète pas nécessairement l'opinion des pays concernés. Enfin, le terme «conflit civil» désignera (d'après définition Uppsala/PRIO) tout au long du présent chapitre un conflit armé interne, national ou internationalisé, qui se déroule dans un pays entre le gouvernement de ce pays et des groupes d'opposition interne avec éventuellement l'intervention d'autres États (Strand, Wilhelmsen et Gleditsch, 2004: 4).

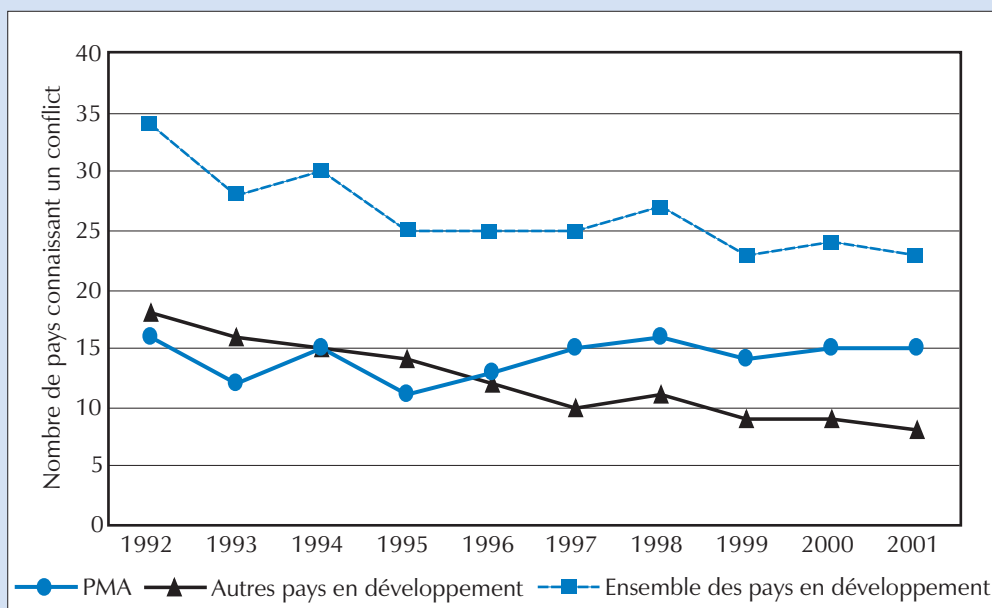
B. Tendances générales des conflits civils dans les PMA et autres pays en développement

Entre 1992 et 2001, le nombre de conflits civils dans les pays en développement hors PMA a diminué de plus de la moitié; il n'a pas diminué dans les PMA.

Selon la base de données Uppsala/PRIO, une centaine de pays ont connu au moins un épisode de conflit armé dans les trois dernières décennies, dont 87 % sont des pays en développement⁴, parmi lesquels 36 PMA. Plus de 90 % de ces pays en développement ont connu un conflit civil, d'où l'on peut conclure qu'il s'agit là de la forme la plus courante de conflit armé.

Alors que le nombre de pays en développement connaissant un conflit civil (de durée et d'intensité variables) a presque doublé entre 1970 et 1992, — il est passé de 18 à 34 — il tend à baisser depuis la fin de la guerre froide. Comme le montre la graphique 26, le nombre de conflits civils dans les pays en développement hors PMA a diminué de plus de la moitié entre 1992 et 2001, mais il n'a pas diminué dans les PMA. Selon la base de données Uppsala/PRIO, 16 PMA connaissaient un conflit civil en 1992. Leur nombre a ensuite baissé jusqu'en 1995, pour remonter une fois encore et atteindre en 1998 le même niveau qu'en 1992.

GRAPHIQUE 26. TENDANCES DES CONFLITS CIVILS DANS LES PMA ET AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 1992-2001



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après la base de données Uppsala/PRIO sur les conflits armés.

D'une manière générale, la période 1990-2001 a été beaucoup plus marquée par les conflits dans les PMA que la période 1978-1989. Le nombre de ces pays connaissant un conflit civil est passé de 20 (14 africains, 6 asiatiques) en 1978-1989 à 30 (22 africains, 7 asiatiques, et 1 caraïbe) en 1990-2001. Ainsi, il y avait entre 1990 et 2001 plus de PMA en proie à un conflit que de PMA en paix.

Les données montrent que pendant toutes les décennies qui ont succédé à 1970, la proportion de pays connaissant un conflit était plus élevée parmi les PMA que parmi les autres pays en développement. Dans les années 70, 36 % des 49 PMA de la liste de 2002 ont connu un conflit civil, par comparaison avec moins de 25 % des autres pays en développement⁵. Mais pendant la période 1990-2001, plus de 60 % des mêmes PMA ont connu un conflit civil, contre moins de 25 % des autres pays en développement. Plus de 40 % des pays touchés par un conflit étaient des PMA dans les années 70 et 80, proportion passée à 50 % en 1990-1995 et à 58 % en 1996-2001.

Pendant la période 1970-2001, 12 pays (7 africains, 5 asiatiques) parmi les 49 PMA de la liste de 2002 ont connu au moins 18 années consécutives de conflit civil⁶. Il convient de noter qu'un tiers d'entre eux ont intégré le groupe des PMA après plusieurs dizaines d'années de conflit civil. Les combats ont cessé en 1992 dans deux de ces 12 pays⁷. Mais des conflits civils ont éclaté dans d'autres PMA dans les années 90. Depuis 1990, huit nouveaux PMA (7 africains, 1 asiatique) ont connu au moins six années de guerre ou de conflit civil selon la base de données Uppsala/PRIO⁸.

Selon une idée répandue, l'Afrique serait particulièrement sujette aux conflits. La base de données Uppsala/PRIO ne corrobore pas cette opinion concernant les PMA pour les trois décennies qui ont suivi 1970. Jusqu'au milieu des années 90, l'incidence des conflits civils a toujours été plus élevée dans les PMA d'Asie que dans ceux d'Afrique. Dans les années 90, cependant, elle a fléchi dans les premiers et augmenté dans les seconds. Entre 1990 et 1995, six PMA d'Asie sur neuf ont connu des conflits civils, contre 16 PMA d'Afrique sur 34. Autrement dit, le taux de prévalence des conflits était de 67 % dans les PMA d'Asie et de 47 % dans les PMA d'Afrique. Pendant la période de 1996-2001, ce taux a fléchi jusqu'à 44 % dans les PMA d'Asie, mais a augmenté jusqu'à 53 % dans les PMA d'Afrique. Vers la fin des années 90, l'Afrique (et surtout les PMA du continent) est devenue l'épicentre des conflits civils dans le monde en développement.

Les données indiquent que les PMA sont plus exposés aux conflits civils que les autres pays en développement: depuis le milieu des années 90, ils en sont devenus le principal théâtre dans le monde. Selon le PNUD (2003), plus de 3,6 millions de civils ont été tués au cours de conflits internes dans les années 90, et plus de 50 % des victimes étaient des enfants. Sur ce total, plus de 1,8 million de personnes (soit environ la moitié du total) sont mortes dans les 15 PMA pour lesquels on dispose de données sur les victimes des combats⁹ et plus de 3,6 millions de réfugiés ont fui les pays en cause. On estime qu'entre 1980 et 2000, le quart au moins de la population totale des PMA, environ 130 millions de civils, a été touché par un conflit¹⁰. Mais les victimes à long terme, c'est-à-dire les civils subissant les effets de la destruction des récoltes, du cheptel et des moyens de subsistance, de la propagation de maladies comme le VIH/sida et le paludisme et de la prolifération des mines terrestres, pourraient être plus nombreuses que les victimes directes (FAO, 2000; ONUSIDA, 2003: 1; OMS, 2000: 4).

Dans les années 70 et 80, plus de 40 % des pays touchés par un conflit étaient des PMA, proportion passée à 50 % en 1990-1995 et à 58 % en 1996-2001.

On estime qu'entre 1980 et 2000, le quart au moins de la population totale des PMA, soit environ 130 millions de civils, a été touché par un conflit.

C. La faiblesse du revenu et la régression économique, facteurs de conflit civil

1. FAIBLESSE DU REVENU PAR HABITANT

Selon le schéma que les conflits civils ont en commun, les pays à faible revenu sont particulièrement exposés. En conséquence de la prolongation de conflits civils anciens et de l'apparition de conflits nouveaux, la proportion de pays à faible revenu concernés est passée de 48 % dans les années 80 à 60 % pendant la période 1990-2001¹¹. Par comparaison, elle est restée à 28 % environ pour les pays à revenu moyen pendant les deux mêmes périodes. La proportion de pays à faible revenu ayant connu un conflit civil était plus que deux fois supérieure à celle des pays à revenu moyen pendant l'ensemble de la période 1990-2001, et trois fois plus pendant la période 1995-2001.

Même si les risques de conflit sont particulièrement élevés dans les pays à faible revenu, la faiblesse du revenu n'est pas à elle seule un facteur déclenchant des conflits civils.

Sur l'ensemble des pays en développement ayant connu un conflit civil dans les années 80, 49 % étaient des pays à faible revenu. Cette proportion est passée à 56 % au début des années 90 et à 73 % pendant la période 1995-2001.

2. MARASME ET RÉGRESSION ÉCONOMIQUES

Il faut souligner que même si les risques de conflit sont particulièrement élevés dans les pays à faible revenu, la faiblesse du revenu n'est pas à elle seule un facteur déclenchant des conflits civils. On le constate facilement si l'on considère que 40 % des pays à faible revenu ont connu la paix civile pendant la période 1990-2001. Le facteur déclenchant qui paraît important, c'est l'interaction entre la faiblesse du revenu et d'autres circonstances négatives, surtout le marasme, la régression et l'instabilité économiques. Dans le cas des PMA qui étaient en paix dans les années 80 mais ont connu un conflit civil dans la période 1990-2001, les résultats économiques des années 80 étaient systématiquement soit médiocres soit négatifs. Au total, 14 PMA qui avaient joui de la paix civile dans les années 80 ont été la proie de conflits civils d'intensité et de durée variables pendant la période 1990-2001¹². Deux seulement présentaient un taux annuel de croissance par habitant supérieur à 2 % pendant les années 80¹³. Tous les autres PMA dans lesquels un conflit civil a éclaté dans les années 90 affichaient des taux de croissance faibles ou négatifs dans les années 80 (voir tableau 34)¹⁴. On peut en conclure comme Nafziger et Auvinen (2002) que beaucoup de conflits civils des années 90 se sont produits dans les PMA en réaction aux échecs économiques des années 80. Le taux de croissance réelle du PIB dans ces pays a également fluctué largement d'une année à l'autre dans les années 80, surtout si on le compare à celui des pays à faible revenu. Il semble donc que l'instabilité économique ait elle aussi joué un rôle dans l'éclatement des conflits civils dans ces pays.

Comme le faisait remarquer le *Rapport sur les pays les moins avancés 1997*, la régression économique s'est généralement accompagnée d'une dégénérescence des capacités administratives et coercitives de l'État et de sa capacité d'assurer le fonctionnement des services publics, et souvent, mais pas toujours, de l'apparition de conflits armés (CNUCED, 1997: 97). Dans un certain nombre de pays, le marasme ou la régression économique non seulement ont concouru à l'effondrement des capacités d'un État déjà faible, mais ont également privé les élites gouvernantes de leur légitimité. C'est ainsi que plusieurs PMA ont abordé les années 90 avec un revenu par habitant plus

TABLEAU 34. SPÉCIALISATION DES EXPORTATIONS ET CROISSANCE RÉELLE DU PIB PAR HABITANT DES PMA EN PAIX DANS LES ANNÉES 80 MAIS AYANT CONNU AU MOINS UN ÉPISODE DE CONFLIT CIVIL ENTRE 1990 ET 2001

	Spécialisation des exportations	Taux annuel moyen de croissance réelle du PIB par habitant	Écart type de la croissance réelle du PIB ^a
	Fin des années 90	Années 80 (%)	Années 80
Burundi	Agriculture	1,6	4,6
Djibouti	Service	-1,9 ^b	1,8 ^b
Guinée	Minerai	0,5 ^b	3,4 ^b
Guinée-Bissau	Agriculture	1,5	8,8
Haïti	Articles manufacturés	0,5	2,9
Lesotho	Articles manufacturés	2,0	4,6
Mali	Agriculture	-1,9	7,0
Népal	Articles manufacturés	2,3	4,2
Niger	Minerai	-3,5	7,2
République centrafricaine	Minerai	-1,0	5,7
République dém. du Congo	Minerai	-1,1	2,2
Rwanda	Agriculture	-0,7	3,8
Sénégal	Articles manufacturés/services	0,3	5,6
Sierra Leone	Minerai	-1,6	4,7
Pays à faible revenu	..	4,3	1,0

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après la Banque mondiale, les *Indicateurs du développement dans le monde 2003*, CD-ROM, et les données des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI, consultées en ligne.

a En points de pourcentage.

b Calculs effectués à partir des données des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI, consultés en ligne.

faible, une assiette fiscale plus étroite, un réseau de services sociaux plus fragile, des moyens de maintien de l'ordre moins importants, une cohésion sociale moins forte, des capacités institutionnelles diminuées et une moindre aptitude à conduire ou à maîtriser leur politique de développement. Dans un certain nombre de PMA, l'échec du développement associé à la déchéance de l'État a été un facteur des crises de légitimité.

D. La spécialisation des exportations et les conflits civils

On a soutenu que la dépendance à l'égard d'un produit primaire (dépendance exprimée par le rapport en pourcentage entre les exportations de produits primaires et le PIB) était un facteur déterminant des conflits civils dans les pays à faible revenu: les matières premières «offrent des occasions d'extorsion, rendent la rébellion possible et peut-être même tentante» (Collier et Hoeffler, 2001: 16). Les éléments dont on dispose invitent à la prudence face à cette argumentation, dans la mesure où, selon les produits primaires, les risques de conflit motivé par la cupidité sont plus ou moins élevés. De surcroît, après la guerre froide, on a assisté dans les exportations des PMA à une évolution des conflits civils du point de vue de la spécialisation des exportations.

Dans un certain nombre de PMA, l'échec du développement associé à la déchéance de l'État a été un facteur des crises de légitimité.

1. DIFFÉRENCES ENTRE LES ANNÉES 80 ET LES ANNÉES 90

Le profil des conflits civils dans les PMA présente une différence majeure entre les années 80 et les années 90. Sur les 18 PMA déjà en conflit dans les années 80, 80 % étaient essentiellement des exportateurs agricoles. Au contraire, sur les 14 PMA connaissant un conflit civil nouveau dans les années 90, 4 étaient des exportateurs de produits agricoles et 5 des

exportateurs de minerais, les 5 autres se spécialisant de plus en plus dans l'exportation d'articles manufacturés et/ou de services¹⁵. Comme le montre le tableau 34, l'évolution du PIB par habitant de tous les PMA sauf deux (principalement exportateurs d'articles manufacturés) a été soit médiocre soit négative dans les années 80¹⁶. Ces données font apparaître que les PMA qui exportent principalement du minerai, des articles manufacturés et/ou des services étaient plus exposés au conflit civil dans les années 90 que dans les années 80.

Les PMA qui exportent principalement du minerai, des articles manufacturés et/ou des services étaient plus exposés aux conflits civils dans les années 90 que dans les années 80.

Cette évolution de la configuration des conflits est liée à l'apparition d'une nouvelle dynamique de paix et de conflit civil depuis la fin de la guerre froide (voir, par exemple, Luckham *et al.*, 2001). Elle correspond aussi à la tendance à la diversification des exportations dans certains PMA. Autrement dit, les PMA qui diversifiaient leurs exportations dans les années 90 pour passer des produits primaires aux produits manufacturés et/ou aux services sont aussi devenus sujets au conflit. Il est curieux de voir figurer parmi eux deux pays qui présentaient de bons résultats économiques pendant la période précédant le conflit¹⁷. Leur cas amène à penser que l'adoption d'une stratégie de développement solidaire est un facteur décisif de réduction des risques de conflit dans les pays pauvres. Cela vaut tant dans les situations de marasme ou de régression que dans les situations de croissance. Comme l'ont soutenu un certain nombre d'auteurs, dont Nazfiger et Auvinen (2002) et Stewart (2003), l'inégalité verticale (inégalité de revenus) et l'inégalité horizontale¹⁸ (inégalité entre groupes identitaires) se chevauchent souvent et se traduisent par un sentiment aigu de privation comparative dans certaines couches de la population, et par un accroissement des risques de conflit.

2. LES CONFLITS CIVILS DANS LES PMA TRIBUTAIRES DE PRODUITS PRIMAIRES

Les risques de conflit ne sont pas les mêmes dans tous les PMA tributaires de produits primaires. Une variable semble importante (Guillaumont *et al.*, 2003; Banque mondiale, 2003): la vulnérabilité de certains de ces pays à la volatilité des cours des matières premières et à la chute de ces cours sur la longue période. On soutient également que les pays dont les exportations sont fortement concentrées sur un petit nombre de produits primaires sont particulièrement vulnérables (Humphreys, 2003). Le lien entre la chute et la volatilité des cours des matières premières et la médiocrité des résultats économiques est indirectement l'un des liens entre les conflits civils et la dépendance à l'égard des produits primaires. Cela ne signifie pas que le rapport est automatique entre l'éclatement d'un conflit civil et la chute du cours des matières premières dans les pays à faible revenu qui sont en régression économique¹⁹. Il faudra étudier davantage les rapports entre les «chocs» des cours des matières premières et les conflits civils.

Le lien entre la chute et la volatilité des cours des matières premières et la médiocrité des résultats économiques est indirectement l'un des liens entre les conflits civils et la dépendance à l'égard d'un produit primaire.

On remarquera à propos du groupe des PMA à faible revenu tributaires de produits primaires qui ont connu la paix civile dans les années 80 et affiché un taux de croissance qui était soit médiocre soit négatif que les risques de conflit étaient plus élevés dans les exportateurs de produits minéraux que dans les exportateurs de produits agricoles. Parmi les six PMA de ce groupe tributaires de produits minéraux, un seul est resté en paix dans les années 1990-2001²⁰. Sur les neuf PMA de ce groupe tributaires de produits agricoles, plus de la moitié ont continué de jouir de la paix civile dans les années 1990 à 2001. Ainsi, dans le groupe de PMA tributaires de produits minéraux, aux faibles résultats économiques et en paix dans les années 80,

83 % ont été la proie de conflits civils dans les années 1990 à 2001, contre 45 % dans celui des PMA tributaires de produits agricoles²¹.

Certaines matières premières comportent des risques de conflit plus élevés que d'autres (Lujala, 2003; Stewart, 2003)²². Parmi les pays exportateurs de minerais, les plus exposés aux conflits sont les PMA ayant une production à forte intensité de main-d'œuvre et pour laquelle il existe un commerce international illicite lucratif. Dans les pays qui exportent des ressources naturelles (pétrole, gaz, minerais), l'opacité de la gestion et la répartition inéquitable des revenus (notamment entre régions) accroissent les risques de conflit civil (Global Witness, 2004: 73; Herbst, 2001: 5)²³. La bonne gouvernance dans le secteur des ressources naturelles au niveau national comme au niveau international joue donc un rôle central dans la réduction des risques de conflit dans les pays tributaires de produits primaires²⁴. Le Botswana n'a pas connu de conflit civil, sans doute parce qu'il ajoute à la bonne gouvernance une gestion saine et équitable des recettes de ces ressources minérales²⁵.

Il est utile de noter que tous les PMA qui exportent des minerais, sauf un,²⁶ et où ont éclaté de nouveaux conflits civils dans les années 1990 à 2001 étaient exportateurs de diamants. On ajoutera que ce n'est qu'après la découverte récente de diamants dans des dépôts alluviaux qu'un grand exportateur de bauxite²⁷ s'est trouvé plongé dans un conflit civil en 2000. Dans ce cas particulier, ce n'était pas le fait d'être tributaire d'un produit minéral à forte intensité de capital comme l'est la bauxite qui était lié au déclenchement du conflit civil, mais bien l'expansion du secteur du diamant dans ce pays ainsi que les conflits qui sévissaient dans les PMA voisins.

Dans le contexte des conflits civils, on parle de «diamants du sang», c'est-à-dire de «diamants bruts utilisés par les mouvements rebelles pour financer leurs activités militaires, en particulier les tentatives visant à ébranler ou renverser des gouvernements légitimes» (Organisation des Nations Unies, 2001b).

Le cas des alluvions diamantifères illustre de façon tout à fait frappante l'idée qu'un conflit peut être ouvert ou se prolonger du fait de la cupidité des personnes et du pillage des richesses nationales à des fins personnelles. Selon Le Billon, Sherman et Hartwell (2002: 1), «Dans certains cas, la prise en main de l'activité économique peut être la motivation principale du déclenchement ou du prolongement d'un conflit. Cela ne veut pas dire que la guerre obéit seulement à l'appât du gain. Elle devient souvent un autre système de profit et de pouvoir qui favorise certains groupes au détriment de certains autres, en reprenant à l'occasion des revendications antérieures.». Reconnaissant «qu'il faut s'attaquer au problème posé par les diamants bruts» qui alimentent les conflits dans nombre de pays et voyant dans les diamants provenant de zones en conflit un sujet de grave préoccupation pour la communauté internationale, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a pris en décembre 2000 une résolution soutenant le Processus de Kimberley (Nations Unies, 2001b). Ce processus consultatif avait été mis en place plus tôt dans l'année par les pays africains producteurs de diamants afin d'élaborer un système de certification internationale qui éliminerait les «diamants du sang» et protégerait les diamantaires légitimes. Après une série de réunions auxquelles assistaient des représentants de la profession, des ONG et des gouvernements, le Système de certification des diamants bruts du Processus de Kimberley a été adopté en novembre 2002.

Il ne faut pas pour autant généraliser le rôle des comportements opportunistes dans le déclenchement des conflits armés dans tous les pays tributaires de produits primaires. Selon Stewart (2003: 21), des produits comme

Dans les pays qui exportent des ressources naturelles (pétrole, gaz, minerais), l'opacité de la gestion et les disparités de la répartition des revenus (notamment entre régions) accroissent les risques de conflit civil.

La spécialisation des exportations dans les produits primaires — en particulier des produits comme le diamant, le pétrole, le bois tropicaux et les plantes servant à la fabrication des stupéfiants — accroît les risques de conflit, et elle se combine à la faiblesse du revenu et à la médiocrité ou à l'instabilité des résultats économiques pour former un faisceau de circonstances qui conduit au conflit civil.

Un conflit civil est le plus souvent la résultante des revendications légitimes de certains acteurs et du comportement opportuniste de certains autres, avides d'avantages personnels. Une gestion économique saine et transparente des recettes des richesses naturelles, une gouvernance démocratique profondément ancrée et une stratégie de développement solidaire sont indispensables si l'on veut réduire les risques de conflit dans les PMA.

le café, le coton, le tabac ou le thé ne peuvent pas être considérés comme de grandes sources de financement de conflits motivés par l'appât du gain et les exportations de ressources naturelles quelles qu'elles soient ne sauraient être considérées comme un bon indicateur de la soif de richesse. Ce qui apparaît à l'évidence c'est qu'un comportement opportuniste a beaucoup plus de chances de se manifester dans un pays à faible revenu et aux résultats médiocres qui exploite une certaine catégorie de produits, susceptibles de générer des ressources suffisantes pour soutenir, voire prolonger, un conflit. Parmi ces produits, on citera spécialement les diamants des gisements alluviaux, les bois tropicaux et les plantes servant à la fabrication des stupéfiants.

Le profil des conflits présente un trait particulièrement troublant: certaines exportations peuvent alimenter de graves conflits civils lorsque l'exploitation illégale des ressources dont il s'agit devient l'une des sources de financement des groupes qui s'attachent à perpétuer le conflit²⁸. Un cycle de violences peut alors s'instaurer, dans lequel l'exploitation illicite et illégale des ressources naturelles est liée à la contrebande d'armes, elle-même liée au conflit²⁹.

Les faits amènent à conclure que dans beaucoup de PMA qui ont connu un conflit civil dans les années 90, les synergies négatives entre faiblesse du revenu, marasme ou régression économiques dans les années 80, instabilité économique et mauvaise gouvernance expliquent en grande partie le déclenchement des crises. La spécialisation des exportations dans les produits primaires — en particulier dans des produits comme le diamant, le pétrole, le bois tropicaux et les plantes servant à la fabrication de stupéfiants — accroît les risques de conflit et elle se combine à la faiblesse du revenu et à la médiocrité ou à l'instabilité des résultats économiques pour former un faisceau de circonstances qui conduit au conflit civil. Dans les pays qui exportent des produits comme du pétrole, du gaz et du minerai, l'opacité de la gestion et la répartition inéquitable des recettes tirées de ces richesses naturelles avivent aussi les tensions.

On ne peut négliger le rôle des revendications comme point de départ des conflits civils dans les pays tributaires de produits primaires mais, dans ces pays — en particulier ceux qui exploitent des produits comme les diamants d'alluvions, le pétrole, le bois tropicaux et les plantes servant à la fabrication des stupéfiants — un conflit civil est le plus souvent la résultante des revendications légitimes de certains acteurs et du comportement opportuniste de certains autres avides d'avantages personnels. Une gestion économique saine et transparente des recettes des richesses naturelles, une gouvernance démocratique profondément ancrée et une stratégie de développement solidaire sont indispensables si l'on veut réduire les risques de conflit dans les PMA.

E. Le commerce et la pauvreté pendant les épisodes de conflit civil

Les effets des conflits civils sur les échanges commerciaux sont beaucoup moins étudiés que le rôle de ces échanges dans l'apparition des conflits. D'une manière générale, on suppose pourtant que les conflits civils sont néfastes pour le commerce. Ainsi, on a souvent vu dans les conflits civils l'une des causes des piètres résultats à l'exportation des PMA (Banque mondiale, 2003: p. 69). C'est cette idée qui sera examinée ci-dessous.

Il faut dès le départ souligner les problèmes majeurs de fiabilité des données auxquels on se heurte en période de conflit³⁰. Pendant les troubles civils, en

effet, on voit en général s'accroître la part et le volume des exportations informelles (non déclarées) et illicites, et s'élargir le secteur informel dans ces pays. Mais, malgré ces problèmes de données, certains schémas intéressants sont discernables.

L'analyse porte sur 28 épisodes de conflit civil pour lesquels on dispose de données sur les exportations, les importations et le PIB pendant les cinq années précédant l'épisode, pendant les années de conflit et pendant les intervalles entre les épisodes. Les épisodes en question se sont déroulés dans 19 PMA au total, dont 15 tributaires de produits primaires. Ils sont classés selon leur intensité et l'existence de conflits antérieurs, deux grandes variables influant sur le PIB, les exportations et les importations. Sur ces 28 épisodes, 18 sont considérés comme «mineurs» dans la base Uppsala/PRIO et 10 comme «conflits moyens» ou «guerres»³¹. Quinze épisodes ont eu pour théâtre des PMA qui n'avaient pas encore connu de conflits civils, et 13 étaient la reprise de conflits antérieurs³².

La conclusion fondamentale de cette analyse est que, selon leur intensité et leurs antécédents dans le pays, les conflits civils ne se traduisent pas toujours par un PIB ou des résultats commerciaux négatifs ou affaiblis. Cependant, le volet absorption du PIB (consommation intérieure plus investissements) est plus vulnérable à leurs effets que les échanges commerciaux³³.

La graphique 27A montre le taux annuel moyen de croissance réelle des exportations, des importations, de l'absorption et du PIB pendant les 28 épisodes de conflit pour lesquels on dispose de données. La somme de la consommation et de l'investissement (c'est-à-dire l'absorption) a augmenté légèrement, de 0,5 % par année de conflit, alors que les importations augmentaient de 3,5 % et les exportations de 4,6 %. Pendant les épisodes de conflit, l'absorption était inférieure de 2,3 points de pourcentage à son niveau des années précédant le conflit; au contraire, la croissance des exportations était plus élevée de 2,2 points de pourcentage, et celle des importations de 3,6 points de pourcentage (fig. 27B). Il y a évidemment des nuances dans ce schéma général, mais la croissance des exportations a été positive pendant 21 des 28 épisodes de conflit, et même plus élevée pendant 16 d'entre eux que pendant la période antérieure.

Le fait qu'un pays ait ou non déjà connu un épisode de conflit est une variable importante dans cette évolution. Les taux de croissance du PIB, de l'absorption, des importations et des exportations sont en moyenne plus faibles pendant un premier épisode de conflit que pendant les épisodes subséquents, tant en termes absolus que relativement à la période antérieure à l'épisode considéré (fig. 28A et 28B). Cela tient en partie au fait que lorsque les conflits civils se répètent, certains agents économiques apprennent à s'adopter ou même à en tirer profit (Fitzgerald, 2001: Introduction, 21). L'exploitation de certains produits peut même se révéler plus lucrative pendant un conflit, d'une part parce qu'ils sont rares (c'est le cas par exemple des produits alimentaires et des devises) et d'autre part parce que l'effondrement de l'état de droit laisse le champ libre à une exploitation illicite et illégale.

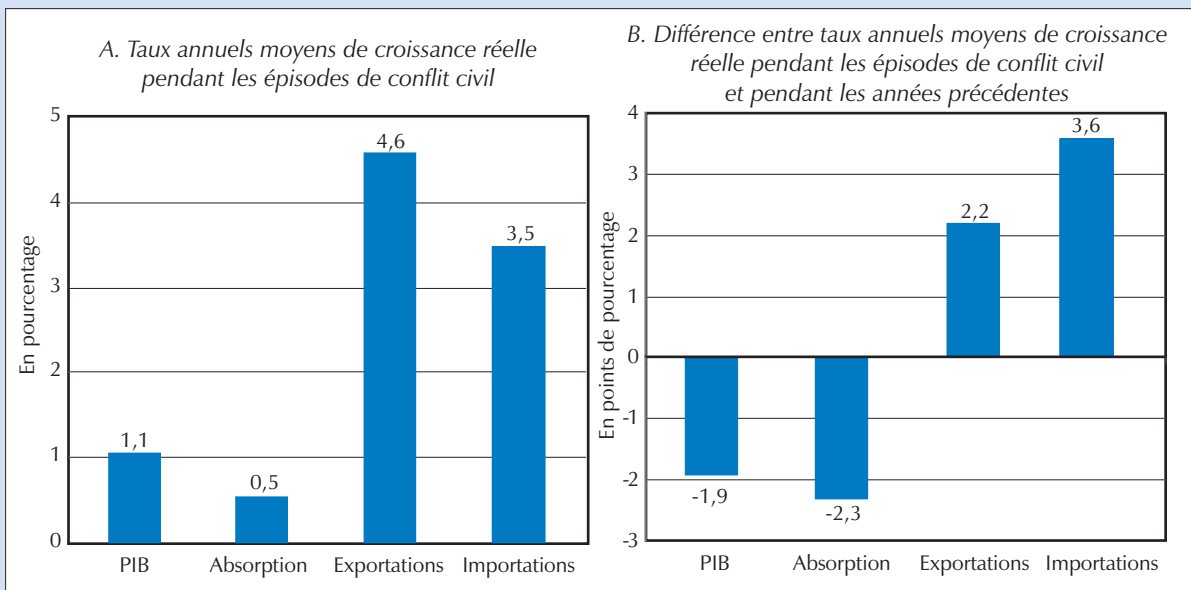
Pendant les 15 épisodes de premier conflit, les taux annuels de croissance réelle du PIB et de l'absorption étaient négatifs, s'établissant respectivement à -1,6 et -2,1 % par année de conflit. Les mêmes taux étaient au contraire positifs pour les exportations et les importations, s'établissant en moyenne à 1,1 % par année de conflit. Ces chiffres montrent bien que l'absorption est beaucoup plus vulnérable aux conflits civils que les échanges commerciaux. Bien que positif, le taux annuel de croissance réelle des exportations était pendant les années de

Selon leur intensité et leurs antécédents dans le pays, les conflits civils ne se traduisent pas toujours par un PIB ou des résultats commerciaux négatifs ou affaiblis. Cependant, le volet absorption du PIB (consommation intérieure plus investissements) est plus vulnérable à leurs effets que les échanges commerciaux.

Lorsque les conflits civils se répètent, certains agents économiques apprennent à s'en accommoder ou même à en tirer profit.

Pendant les 15 épisodes de premier conflit, les taux annuels de croissance réelle du PIB et de l'absorption étaient négatifs, s'établissant respectivement à -1,6 et -2,1 % par année de conflit. Les mêmes taux étaient au contraire positifs pour les exportations et les importations, s'établissant en moyenne à 1,1 % par année de conflit.

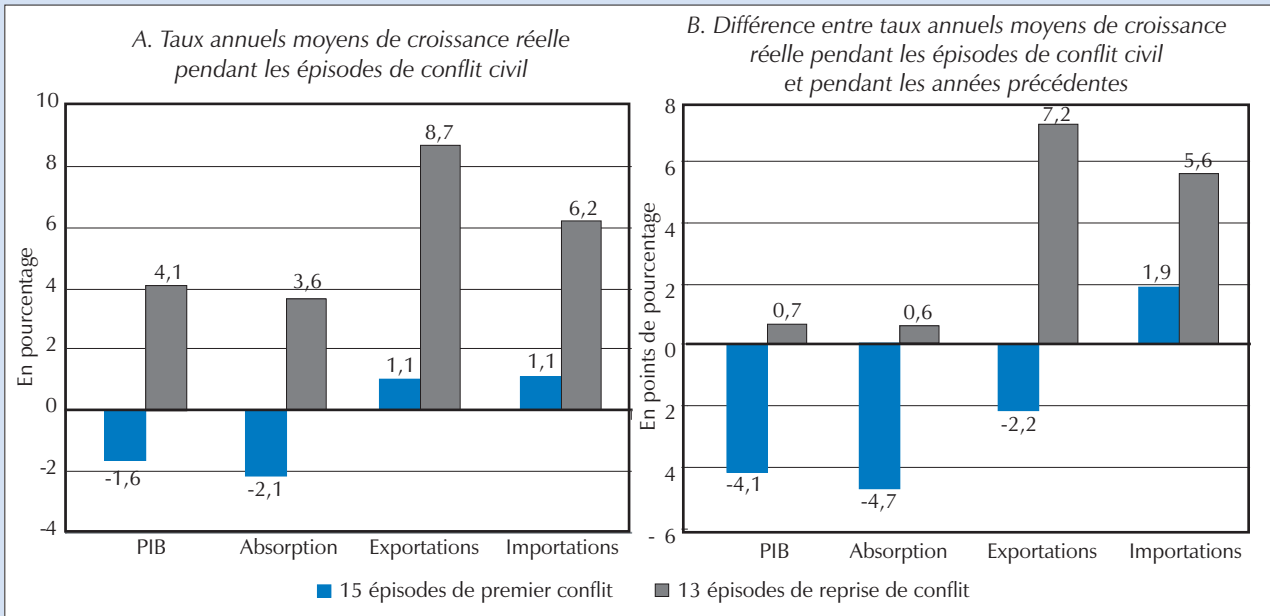
GRAPHIQUE 27. TENDANCES GÉNÉRALES DU PIB, DE L'ABSORPTION, DES EXPORTATIONS ET DES IMPORTATIONS PENDANT LES ÉPISODES DE CONFLIT CIVIL DANS LES PMA



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après la Banque mondiale, les *Indicateurs du développement dans le monde 2003*, CD-ROM, et la base de données Uppsala/PRIO sur les conflits armés.

Note: Pour la composition de l'échantillon, voir note 31; pour la définition et le calcul de l'absorption, voir note 32; les moyennes sont des moyennes arithmétiques.

GRAPHIQUE 28. TENDANCES DU PIB, DE L'ABSORPTION, DES EXPORTATIONS ET DES IMPORTATIONS DANS LES PMA: COMPARAISON ENTRE LES ÉPISODES DE PREMIER CONFLIT ET LES ÉPISODES DE REPRISE DE CONFLIT



Source: Voir graphique 27.

Note: Pour la composition de l'échantillon, voir note 31; pour la définition et le calcul de l'absorption, voir note 32; les moyennes sont des moyennes arithmétiques.

conflit de 2,2 points de pourcentage inférieur en moyenne à son niveau des cinq années précédentes; celui des importations était de 1,8 % supérieur. Cela peut s'expliquer par la faible croissance des importations pendant la période d'avant le conflit (-0,7 % par an en moyenne, contre 3,2 % par an pour les exportations) et par l'augmentation des importations liées à l'aide d'urgence.

Pour ce qui est des 13 épisodes de reprise de conflit, il est intéressant de noter que les taux annuels moyens de croissance réelle du PIB, de l'absorption, des exportations et des importations étaient positifs, et même plus élevés pendant les années de conflit que pendant la période précédente. Le dynamisme des exportations est un phénomène particulièrement curieux dans cette configuration. En moyenne, les exportations réelles ont augmenté de 8,7 % par an pendant les années de conflit, soit 7,2 points de pourcentage de plus que pendant la période antérieure³⁴. Là encore, il y a des différences entre les pays, mais la croissance des exportations était positive dans 12 cas de reprise de conflit sur 13.

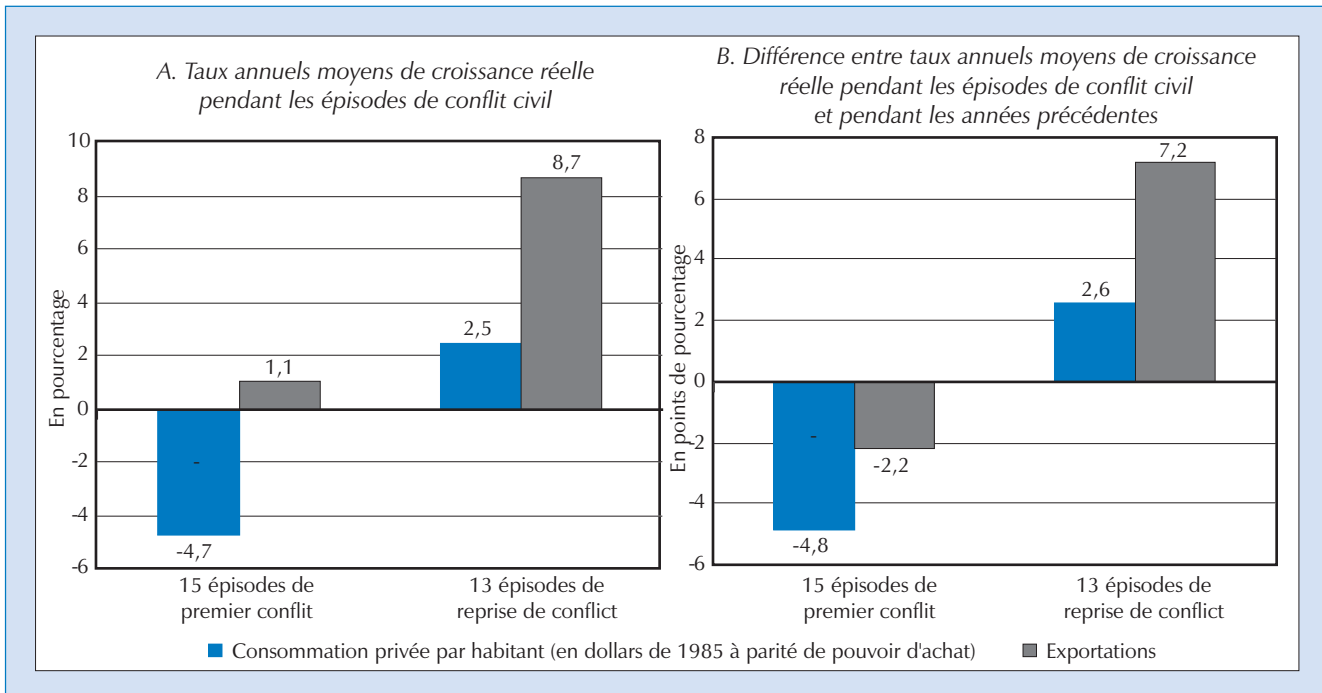
Sur le plan du PIB, on constate le même phénomène d'une résilience croissante aux effets des conflits. Le PIB réel a décliné en moyenne de 1,6 % par an pendant les 15 épisodes de premier conflit, mais il a augmenté d'environ 4 % par an pendant les 13 épisodes de reprise. Il a augmenté pendant les 13 épisodes de reprise de 0,7 point de pourcentage de plus que pendant les périodes antérieures. Par comparaison, son taux de croissance était pendant les épisodes de premier conflit de 4 points de pourcentage inférieur au taux des cinq années précédentes. Il était positif dans 10 des 13 épisodes de reprise de conflit mais dans 7 seulement des 15 épisodes de premier conflit.

La résilience constatée pendant les reprises de conflit est moins nette pour l'absorption, mais elle est encore perceptible. Le taux de croissance réelle de l'absorption était positif dans 9 des 13 épisodes de reprise, à comparer avec 5 cas sur 15 épisodes de premier conflit. L'absorption réelle a augmenté de 3,6 % par an en moyenne dans les 13 épisodes de reprise, soit 0,6 point de pourcentage de plus que pendant les années précédentes. Par comparaison, l'absorption réelle a fléchi de 2,1 % par an dans les 15 épisodes de premier conflit, c'est-à-dire qu'elle était de 4,7 points de pourcentage inférieure à son niveau des cinq années précédentes.

La tendance de la consommation privée par habitant (en dollars de 1985 à parité de pouvoir d'achat) ne fait pas exception à ce phénomène de résilience croissante. Elle a en moyenne baissé de 1,4 % par an pendant la totalité des 28 épisodes de conflit sur lesquels on dispose de données. Pendant les 15 épisodes de premier conflit, le taux annuel de croissance de la consommation privée réelle par habitant s'établissait en moyenne à -4,7 % par année de conflit et n'a été positif que dans deux cas. Pendant les 13 épisodes de reprise de conflit, ce taux est passé de -0,1 % par an dans la période antérieure à la reprise à 2,5 % par an pendant les années de conflit; il a été positif dans 9 cas sur 13. Cette augmentation ne signifie pas nécessairement que la pauvreté a reculé pendant les années de conflit. Elle invite plutôt à analyser les conséquences des conflits civils sur la répartition des revenus. Selon Stewart et Fitzgerald (2001: vol. I, Introduction, p. 10), «L'analyse de l'impact de la guerre doit faire la distinction entre les effets du conflit sur l'ensemble de l'offre de biens et de services d'une part et, de l'autre, sur ce que possèdent les groupes vulnérables dont les besoins fondamentaux ne sont satisfaits qu'au niveau de la subsistance; la guerre est une période de changements spectaculaires, c'est-à-dire qu'un certain groupe peut y perdre énormément bien que la production soit globalement en augmentation...». Les répercussions des conflits civils sur les schémas de répartition font que l'accroissement des exportations est davantage susceptible de s'accompagner d'une aggravation de la pauvreté, même si la consommation privée par habitant augmente (voir les graphiques 29A et 29B). Cela est loin d'être sans conséquence pour l'analyse de la relation commerce-pauvreté.

Pour ce qui est des 13 épisodes de reprise de conflit, il est intéressant de noter que les taux annuels moyens de croissance réelle du PIB, de l'absorption, des exportations et des importations étaient positifs, et même plus élevés pendant les années de conflit que pendant la période précédente.

GRAPHIQUE 29. TENDANCES DE LA CONSOMMATION PRIVÉE PAR HABITANT ET DES EXPORTATIONS DANS LES PMA: COMPARAISON ENTRE LES ÉPISODES DE PREMIER CONFLIT ET LES ÉPISODES DE REPRISE DE CONFLIT



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après la Banque mondiale, les *Indicateurs du développement dans le monde 2003*, CD-ROM; Heston, Summers and Aten (2002); base de données Uppsala/PRIO sur les conflits armés.

Note: Pour la composition de l'échantillon, voir note 31; pour la définition et le calcul de l'absorption, voir note 32; les moyennes sont des moyennes arithmétiques.

Les résultats qui précèdent donnent à penser que le fait qu'un pays ait ou non déjà connu un conflit civil pèse lourd dans ses résultats économiques. La capacité croissante d'un pays qui a fait l'expérience du conflit d'atténuer les dommages économiques des conflits suivants et d'afficher par la suite des taux positifs de croissance de son PIB tient en partie au fait que les diverses variables de son économie se trouvaient au départ à un niveau affaibli par le premier épisode de conflit. Mais cela est peut-être aussi le résultat des modifications apportées par le conflit au schéma de répartition et du fait que certains agents économiques poursuivent simplement leurs affaires en dépit de conflits récurrents et même en s'adaptant au nouvel environnement. Le poids qui revient à chacune de ces circonstances dans la résilience d'un pays face aux reprises de conflit mérite une analyse plus approfondie.

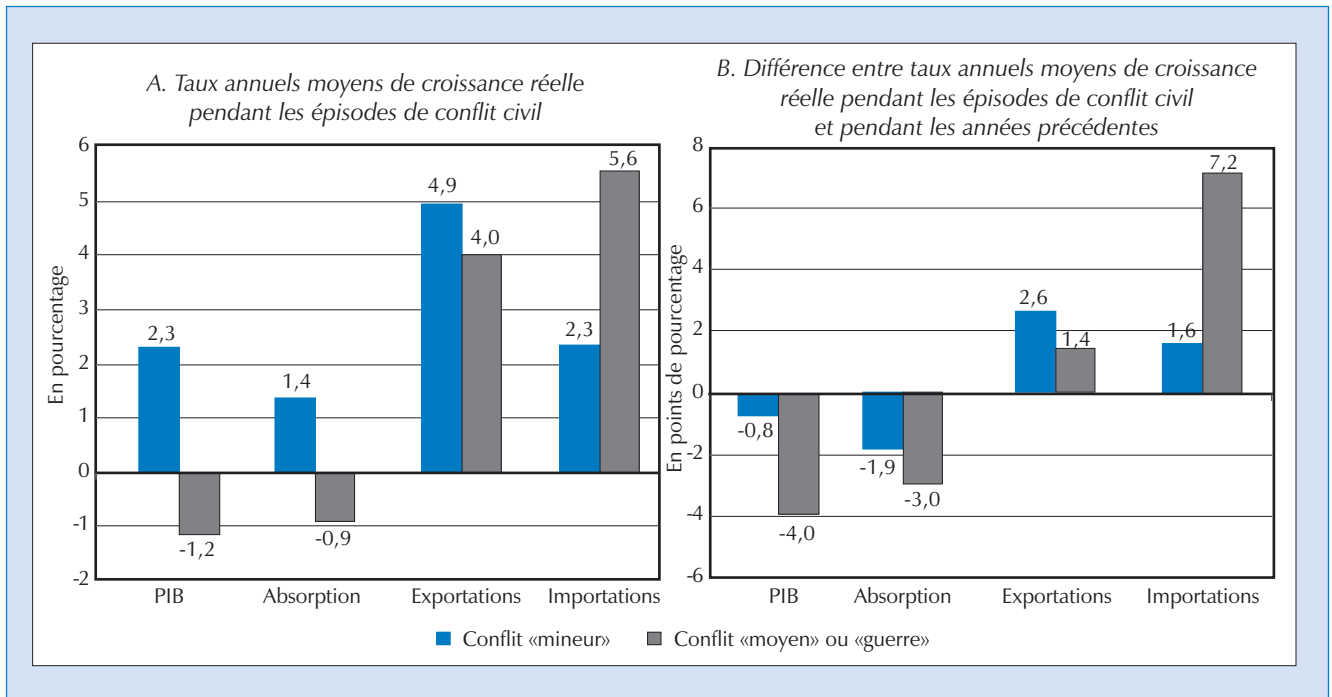
Il est clair que les conflits civils sont parmi les grandes causes de la pauvreté.

Du point de vue de l'intensité des conflits, les résultats montrent que les conflits «mineurs» ont des effets beaucoup moins importants sur le PIB et l'absorption que les conflits «moyens» ou «majeurs» (fig. 30A et 30B). Quand on considère qu'un conflit civil «mineur» se produit le plus souvent dans une région reculée sans atteindre les grands centres de production et d'exportation, il n'y a rien d'étonnant à ce que l'économie continue d'afficher un taux positif de croissance. L'accroissement des importations est plus fort pendant les conflits «non mineurs» que pendant les conflits «mineurs». Cela s'explique sans doute par l'entrée dans le pays de l'aide d'urgence.

Ces résultats sont riches d'enseignement. En premier lieu, il est clair que les conflits civils sont parmi les grandes causes de la pauvreté. Ils agissent, au moins en partie, en modifiant le niveau et la répartition des revenus.

En deuxième lieu, les exportations tendent d'une manière générale à augmenter en moyenne pendant les épisodes de conflit. Cette dynamique est particulièrement évidente dans les pays qui ont déjà connu un épisode de

GRAPHIQUE 30. TENDANCES DU PIB, DE L'ABSORPTION, DES EXPORTATIONS ET DES IMPORTATIONS DANS LES PMA: COMPARAISON ENTRE LES ÉPISODES DE CONFLIT «MINEUR» ET DE CONFLIT «MOYEN» OU DE «GUERRE»



Source: voir graphique 27.

conflit. Comme l'état de non-droit qui caractérise un conflit civil peut faciliter les exportations illégales et illicites, il est tout à fait possible que la statistique officielle sous-estime de fait l'accroissement des exportations pendant les troubles.

En troisième lieu, si le commerce tend à résister mieux aux effets des conflits civils que l'absorption, il faut repenser l'interprétation de la variable qui sert traditionnellement à mesurer l'«ouverture» commerciale d'un pays, à savoir la somme des exportations et des importations rapportée au PIB. Cette variable est l'indicateur clef de l'intégration dans les échanges internationaux et sert aussi parfois à mesurer la libéralisation du commerce. De plus, il est en général entendu que plus l'intégration est poussée, plus cela est avantageux pour le pays. Or, les données montrent que dans les pays sujets aux conflits, cette variable est un mauvais indicateur de la qualité de la politique commerciale ou des avantages de l'intégration dans l'économie mondiale. Comme les résultats commerciaux présentent une meilleure résilience aux effets des conflits civils que l'absorption et le PIB, le rapport commerce-PIB tend à augmenter pendant les années de conflit. La variable traditionnelle dénote non plus une évolution économique positive, mais une détresse économique et une absorption en baisse, conséquences directes des conflits civils (tableau 35).

Enfin, le fait que les échanges tendent à s'accroître pendant les conflits civils est aussi d'une grande signification du point de vue de la relation commerce-pauvreté. Si l'on considère l'ensemble des années 90, il apparaît que le taux de croissance des exportations est en fait plus élevé dans les PMA touchés par un conflit que dans les PMA en paix (fig. 31), différence qui semble aller à l'opposé du sens commun. Cela correspond pourtant à l'évolution des exportations pendant les épisodes de conflit que nous avons vue et au fait que les taux de croissance couvrent la période antérieure au conflit, l'épisode de conflit et la période postérieure. Mais alors que le taux de croissance des exportations était dans les années 90 plus élevé dans les PMA en proie à un conflit que dans les PMA en paix, la consommation privée moyenne par habitant augmentait dans ce dernier groupe tandis qu'elle fléchissait dans le premier. Cela signifie que

Comme les résultats commerciaux présentent une meilleure résilience aux effets des conflits civils que l'absorption et le PIB, le rapport commerce-PIB tend à augmenter pendant les années de conflit. La variable traditionnelle dénote non plus une évolution économique positive, mais une détresse économique et une absorption en baisse, conséquences directes des conflits civils.

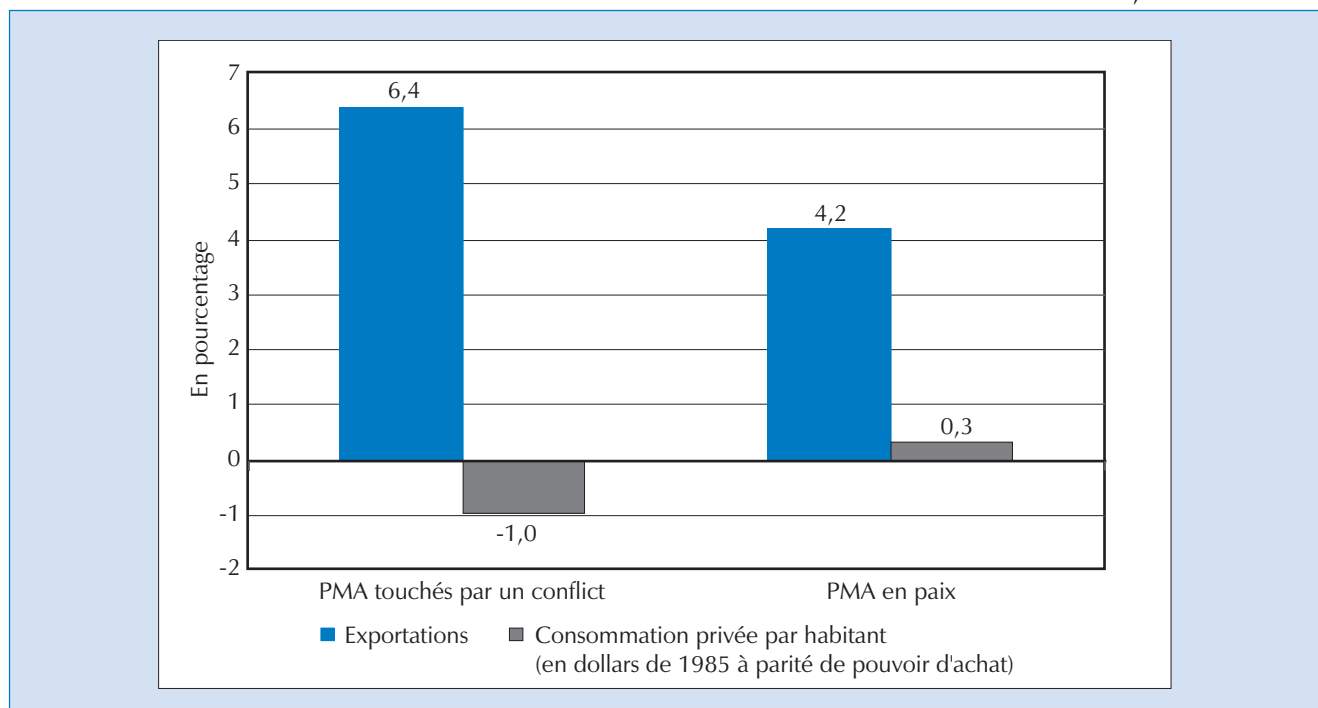
TABLEAU 35. ÉVOLUTION DE L'«OUVERTURE» COMMERCIALE, DE L'ABSORPTION ET DES ÉCHANGES DANS CERTAINS PMA TOUCHÉS PAR DES CONFLITS

	«Ouverture» ^a		Taux annuel de croissance réelle pendant les années de conflit	
	Avant le conflit	Pendant le conflit	Absorption	Exportations + Importations
Burundi	37,9	52,0	-2,5	13,2
Guinée-Bissau	25,0	34,8	-15,0	5,4
République dém. du Congo	35,4	57,0	-1,8	15,5
Rwanda	25,6	34,2	-4,4	5,7

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après la Banque mondiale, les *Indicateurs du développement dans le monde 2003*, CD-ROM et la base de données Uppsala/PRIO sur les conflits armés.

a L'«ouverture» est la somme des exportations et des importations de biens et de services exprimée en pourcentage du PIB; les calculs reposent sur des données exprimées en dollars constants de 1995.

GRAPHIQUE 31. TAUX ANNUEL MOYEN DE CROISSANCE RÉELLE DES EXPORTATIONS DE BIENS ET DE SERVICES ET DE LA CONSOMMATION PRIVÉE PAR HABITANT DANS LES PMA TOUCHÉS PAR UN CONFLIT ET LES PMA EN PAIX, 1990-2000



Source: Voir graphique 29.

Note: L'échantillon est un groupe de 26 PMA pour lesquels on disposait de données sur les exportations réelles et la consommation privée par habitant (en dollars de 1985 à parité de pouvoir d'achat) pour la période de 1990-2000. Sur ce groupe, 16 pays ont connu au moins un épisode de conflit civil pendant la période considérée et 10 n'en avaient connu aucun pendant les deux décennies précédentes. La Sierra Leone et la Guinée équatoriale ne font pas partie de l'échantillon. Les moyennes sont des moyennes arithmétiques.

dans les années 90 la pauvreté s'est aggravée dans les pays touchés par un conflit en même temps que s'accélérait fortement le rythme de leurs exportations.

F. Conclusions

La conclusion principale du présent chapitre est que le conflit civil est une variable importante dans la relation commerce-pauvreté dans les PMA. Cela dit, la dialectique entre échanges commerciaux, conflit civil et pauvreté n'est pas sans complexité.

Pendant la période 1990-2001, il y a eu plus de PMA en conflit que de PMA en paix. De plus, depuis la fin des années 90, les PMA sont devenus le théâtre principal des conflits civils dans le monde. De nombreux facteurs, d'ordre

interne et externe et imputables à des circonstances sociales, politiques et économiques, expliquent cette situation. Mais le schéma qui affecte ces conflits, quel que soit le pays considéré, donne à penser que la combinaison de la faiblesse du revenu par habitant et du marasme ou de la régression économiques joue un grand rôle dans leur déclenchement dans les PMA.

La plupart des PMA qui ont connu un conflit pendant la guerre froide étaient exportateurs de produits primaires, notamment de produits agricoles. Les conflits civils apparus pendant les années 90 ont eu pour théâtre des PMA dont la gamme des exportations allait jusqu'aux articles manufacturés et/ou aux services ainsi que des pays spécialisés dans les matières premières. Il est pourtant clair que les pays qui exportent certains produits de base sont particulièrement sujets aux conflits, notamment les exportateurs de pétrole et de gaz et ceux dont la production a une forte intensité de main-d'œuvre ou donne lieu à un commerce international illicite et lucratif. D'autre part, les pays exportateurs de minerais qui traversaient une période de marasme ou de régression économiques dans les années 80 avaient de très forts risques de connaître un conflit dans les années 90.

Une fois un conflit civil éclaté, on voit normalement fléchir la consommation intérieure et les investissements. Comme il y a un rapport étroit entre la consommation privée moyenne par habitant et l'incidence et l'intensité de la pauvreté, cela signifie que la pauvreté s'aggrave pendant les conflits, ce qui n'est pas inattendu. Dans les pays où un conflit reprend, la consommation privée par habitant tend à augmenter pendant les années de troubles. Ce phénomène s'explique sans doute plutôt par une nouvelle répartition des revenus que par un recul de la pauvreté. Un conflit civil ne se traduit pas toujours par de mauvais résultats commerciaux. Au contraire, il est plus fréquent de voir les exportations et les importations s'accroître. Et même les exportations tendent fortement à augmenter dans les pays qui ont déjà connu un conflit, parce que les agents économiques apprennent à s'adapter ou même à tirer profit des situations de troubles.

Il faudrait étudier de façon plus approfondie la nature de ces tendances. On peut dire cependant que le fait que la consommation intérieure et l'investissement soient beaucoup plus vulnérables aux effets des conflits que les exportations et les importations signifie que l'«ouverture» des pays touchés (mesurée en termes d'échanges rapportés au PIB) s'accroît en période de conflit. Cet effet risque d'être sous-estimé dans la mesure où la disparition de l'état de droit offre des occasions de profit sous forme d'opérations auparavant illégales. De plus, comme la pauvreté et les exportations tendent à s'accroître pendant les épisodes de conflit, un conflit civil aggrave le phénomène de l'appauvrissement lié au commerce. Sans une paix durable, il est peu probable que la relation commerce-pauvreté soit vertueuse.

Enfin, le déclenchement et la durée des conflits civils résultent de la combinaison des revendications légitimes de certains acteurs et des comportements opportunistes de certains autres dans un climat de pénurie, de risque et d'incertitude. Pour éviter à l'avenir de nouveaux conflits civils, la véritable difficulté consiste à trouver au niveau national le moyen de promouvoir un développement solidaire et partagé accompagné d'une répartition suffisante et transparente des ressources du pays, notamment les ressources du secteur primaire, selon des modalités jugées équitables par la société locale. Le mieux est pour cela de lancer une série d'actions coordonnées faisant intervenir des agents nationaux et internationaux issus des secteurs privé et public et visant à protéger et à améliorer la gouvernance nationale et internationale dans le domaine des ressources naturelles.

Le taux de croissance des exportations était dans les années 90 plus élevé dans les PMA touchés par un conflit que dans les PMA en paix.

Le conflit civil est une variable importante dans la relation commerce-pauvreté dans les PMA.

De plus, comme la pauvreté et les exportations tendent à s'accroître pendant les épisodes de conflit, un conflit civil aggrave le phénomène de l'appauvrissement des échanges. Sans une paix durable, la relation commerce-pauvreté devient un cercle vicieux.

Notes

- 1 Cette base de données est le fruit de l'effort commun du Département des études sur la paix et les conflits de l'Université d'Uppsala et du Centre pour l'étude de la guerre civile de l'Institut international d'Oslo de recherches sur la paix (PRIO).
- 2 Par exemple, *Civil War Termination (CWT)*, *Correlates of War (COW)*, Doyle et Sambanis, et *Major Armed Conflicts*.
- 3 Un conflit armé «mineur» est un conflit qui a causé «au moins 25 décès résultant des combats par année, et moins de 1 000 décès résultant des combats sur toute sa durée»; un conflit armé «moyen» est un conflit qui a causé «au moins 25 décès résultant des combats par an et un total cumulatif d'au moins 1 000 décès, mais moins de 1 000 décès en une année donnée»; une «guerre» est un conflit qui provoque «au moins 1 000 décès résultant des combats par an» (Strand, Wilhelmsen et Gleditsch, 2004: 4).
- 4 Non compris les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est.
- 5 Le Timor-Leste n'était pas compris dans cette comparaison.
- 6 Afghanistan, Angola, Bangladesh, Cambodge, Éthiopie, Mozambique, Myanmar, Ouganda, République démocratique populaire lao, Somalie, Soudan et Tchad. Selon la base de données Uppsala/PRIO, la République démocratique populaire lao a connu 24 années de conflit civil pendant la période 1970-2001. Le niveau d'intensité de ce conflit (conflit «mineur» ou «moyen», «guerre») a été jugé incertain pendant 18 de ces 24 années.
- 7 Le Mozambique et le Bangladesh. La base de données Uppsala/PRIO considère comme une «guerre» les deux tiers du conflit au Mozambique, et comme «mineur» le conflit au Bangladesh.
- 8 Le Burundi, le Libéria, le Népal, le Niger, la République démocratique du Congo, le Rwanda, le Sénégal et la Sierra Leone.
- 9 Calculs effectués à partir des chiffres tirés de la base de données sur les conflits armés de l'Institute for Strategic Studies.
- 10 Calculs effectués à partir des données du PNUD (2004: Annexe statistique).
- 11 Ces estimations tiennent compte des pays qui passent d'un revenu moyen à un revenu faible à la suite d'un conflit civil. Elles sont fondées sur un groupe de 127 pays en développement (hors Europe centrale et Europe de l'Est) dont on connaît le revenu brut par habitant et que l'on peut donc classer par niveau de revenu dans les années 80 et 90. Dans les années 80, les pays à faible revenu étaient des pays dont le revenu national brut par habitant était inférieur à 410 dollars en 1980. Dans les années 90, ils étaient définis comme les pays où le revenu national brut par habitant était inférieur à 635 dollars en 1990.
- 12 Il s'agit du Burundi, de Djibouti, de la Guinée, de la Guinée-Bissau, d'Haïti, du Lesotho, du Mali, du Népal, du Niger, de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo, du Rwanda, du Sénégal et de la Sierra Leone.
- 13 Il s'agit du Lesotho, qui a été en 1998 le théâtre d'un conflit civil classé «mineur» dans la base de données Uppsala/PRIO, et du Népal où le conflit civil qui a éclaté à la fin des années 90 n'était pas encore terminé en 2002.
- 14 En République centrafricaine et en Guinée, des conflits civils «mineurs» ont éclaté en 2001 et 2000 respectivement. Le taux de croissance réelle de leur PIB par habitant n'avait pas dépassé 1 % dans les années 90.
- 15 Le Burundi, la Guinée-Bissau, le Mali et le Rwanda étaient des exportateurs de produits agricoles; la Guinée, le Niger, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo et la Sierra Leone, étaient exportateurs de minerais; Djibouti, Haïti, le Népal et le Sénégal étaient exportateurs d'articles manufacturés et/ou de services.
- 16 Dix PMA ont affiché une croissance médiocre ou négative du PIB réel par habitant dans les années 80 sans connaître de conflit civil dans les années 80 et 90: le Bénin, la Guinée équatoriale, Kiribati, Madagascar, le Malawi, la République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Vanuatu et la Zambie. Les données sur le PIB de Tuvalu ne sont pas disponibles.
- 17 Pendant les cinq années qui ont précédé l'éclatement d'un conflit sur leur territoire, le taux de croissance réelle du PIB par habitant du Lesotho et du Népal s'est établi en moyenne à 4,4 et 2,8 % par an respectivement.
- 18 Le manque de données sur les inégalités, notamment sur l'inégalité horizontale, empêche d'analyser sérieusement les rapports entre inégalités et conflit.
- 19 Par exemple, le Bénin a affiché des résultats économiques négatifs dans les années 80, mais il n'a pas connu de conflit civil dans les trois décennies passées, alors que ses exportations reposaient largement sur le coton, produit dont le cours mondial a très nettement baissé dans les années 90. L'attachement du pays aux principes de la démocratie explique sans doute en partie ce résultat.
- 20 Il s'agit de la Guinée, du Niger, de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo, de la Sierra Leone et de la Zambie. La Zambie est le seul pays

qui n'ait pas connu de conflit civil dans les années 90. Le Libéria, septième PMA tributaire de produits minéraux, ne figure pas sur la liste parce qu'il a connu deux épisodes de conflit considéré comme «mineur» dans les années 80, avant la guerre qui a éclaté au début des années 90.

- 21 De Soysa (2001) a montré que la probabilité de conflit civil était particulièrement élevée dans les pays qui disposaient de ressources naturelles mais non renouvelables.
- 22 Lujala (2003: 3) souligne la nécessité de classer les richesses naturelles selon leurs caractéristiques propres: «Il ne suffit pas [...] de dire que les richesses naturelles provoquent et alimentent les conflits», car elles ne sont pas toutes également exposées au pillage.
- 23 La découverte de champs pétrolifères a peut-être entretenu et avivé les tensions en Angola, au Soudan et au Tchad.
- 24 Pour une analyse plus détaillée de la nécessité de rendre plus transparentes les recettes et redevances provenant des industries extractives, se reporter à la section C du chapitre 6 du présent Rapport.
- 25 Essentiellement des diamants tirés des mines de kimberlite.
- 26 Le Niger.
- 27 La Guinée.
- 28 Collier et Hoeffler (2001: 3-4) ont identifié trois sources principales de financement des rebelles pendant les conflits civils: produits de base, gouvernements étrangers, diasporas. Ils soutiennent que si les deux premières sources correspondent à la théorie des motivations opportunistes, la troisième y échappe.
- 29 Selon certains, le mécanisme serait assez simple. On a par exemple fait remarquer que la rébellion était chose facile au Zaïre (juste avant qu'il ne devienne la République démocratique du Congo), parce qu'il suffisait de posséder 10 000 dollars et un téléphone satellitaire. L'argent permettait de recruter une petite armée et le téléphone de négocier l'extraction des minerais (Collier 2002: 9). Dans un cas comme celui de la République démocratique du Congo, l'exploitation des ressources se caractérise par une intense concurrence entre les divers intervenants politiques et militaires qui cherchent à conserver, ou à élargir, leur emprise sur un territoire (Nations Unies, 2003: 14).
- 30 L'exemple de la Sierra Leone est tout à fait éloquent. Selon les données officielles, les exportations de ce pays ont décliné de plus de 95 % entre 1990, dernière année avant le conflit, et 2000. Mais, Smillie, Gberie et Hazleton (2000: 4) font observer qu'«alors que le Gouvernement sierra-léonais n'a enregistré que 8 500 carats exportés en 1998, le HRD (Haut Conseil du diamant) enregistre des importations de 770 000 carats».
- 31 La note 3 donne les seuils de violence qui différencient les conflits armés «mineurs» et «moyens» et les «guerres».
- 32 Le groupe des 15 épisodes de premier conflit est un échantillon de 15 PMA pour lesquels on dispose de données sur les cinq années précédant l'ouverture du conflit et pendant les années de conflit entre 1970 et 2001: Bangladesh, Burkina Faso, Burundi, Comores, République démocratique du Congo, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Lesotho, Mali, Niger, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone et Togo. Le groupe des 13 épisodes de reprise de conflit est un échantillon de 11 PMA pour lesquels on dispose de données sur la période précédant la reprise du conflit et pendant les années de conflit entre 1970 et 2001: Burundi, Tchad, Comores, Éthiopie, Mali, Ouganda, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal (deux reprises), Soudan (deux reprises) et Togo.
- 33 Il n'y a pas assez de données pour faire la distinction entre la partie privée et la partie publique de la consommation et des investissements. L'absorption (A) est dérivée des données du PIB, des exportations (XGS) et des importations (MGS) des marchandises et des services en termes réels ($A = PIB - XGS + MGS$). L'absorption est la somme des dépenses de consommation (privée et publique) et des investissements (privés et publics).
- 34 Le Rwanda a connu deux épisodes de guerre, le premier de 1990 à 1994, le deuxième à partir de 1998. Ses exportations ont baissé de plus de 20 % pendant le premier, mais elles ont augmenté de 16 % entre 1998 et 2001. En 2001, elles atteignaient presque le volume de 1989, c'est-à-dire avant la guerre.

Bibliographie

- Banque mondiale (2000). *Rapport sur le développement dans le monde 2000-2001 — Réduire la pauvreté*, Oxford University Press, New York (États-Unis).
- Banque mondiale (2003). *Breaking the Conflict Trap: Civil War and Development Policy*, World Bank Policy Research Report n° 26671, Banque mondiale et Oxford University Press.
- CNUCED (1997). *Les pays les moins avancés — Rapport 1997*, Publication des Nations Unies, numéro de vente F.97.IID.6, Genève (Suisse).
- Collier P. et Hoeffler A. (2001). Greed and grievance in civil war, Working Paper n° 2355, Banque mondiale, Washington.
- Collier P. (2002). Primary commodity dependence and Africa's future, Working Paper n° 14984, Banque mondiale, Washington.
- de Soysa I. (2001). Paradise is a bazaar? Greed, creed, grievance and governance, Discussion Paper n° 2001/42, WIDER University, Helsinki.
- FAO (2000). *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture — SOFA 2000*, Rome (<http://www.fao.org/docrep/X4400E/X4400E00.htm>).
- Global Witness (2004). *Time for Transparency — Coming Clean on Oil, Mining and Gas Revenues* (<http://www.globalwitness.org/reports/show.php/en.00049.html>).
- Goodhand J. (2001). Violent conflict, poverty and chronic poverty, Working Paper n° 6, Chronic Poverty Research Centre, Manchester (Royaume-Uni).
- Guillaumont P. et al. (2003). Dampening the vulnerability to price shocks: a role for aid, Document de travail de la série *Études et Documents*, E2003.25, Centre d'études et de recherches sur le développement international, Clermont-Ferrand (France).
- Herbst J. (2001). The politics of revenue sharing in resource-dependent States, Discussion Paper n° 2001/43, WIDER University, Helsinki.
- Homer-Dixon T. (1994). Environmental scarcities and violent conflict: Evidence from cases? Peace and Conflict Studies Program, University of Toronto, Toronto (Canada), 19(1):5-40 (<http://www.library.utoronto.ca/pcs/evidence/evid1.htm>).
- Humphreys M. (2003). Economics and Violent Conflict, Harvard University, Cambridge, (États-Unis) (<http://www.preventconflict.org/portal/economics/Essay.pdf>).
- Le Billon P., Sherman J. et Hartwell M. (2002). Controlling resources flows to civil wars: a review and analysis of current policies and legal instruments, Communication de fond à la conférence *Policies and Practices for Regulating Resource Flows to Armed Conflicts*, organisée par l'Economic Agendas in Civil Wars Project, de l'International Peace Academy's, Rockefeller Foundation Study and Conference Center, Bellagio (Italie) 20-24 mai 2002.
- Luckham R. et al. (2001). Conflict and poverty in sub-Saharan Africa: an assessment of the issues and evidence, Working Paper n° 128, Institute of Development Studies, Sussex.
- Lujala P. (2003). Classification of Natural Resources, Department of Economics, Norwegian University of Science and Technology, Trondheim (Norvège).
- Nazfiger, E. W. et Auvinen J. (2002). Economic development, inequality war and State violence, *World Development*, 30(2):153-163.
- OMS (2000). Outline Strategy for Malaria Control in Complex Emergencies, Roll Back Malaria Complex Emergencies Network (WHO/CDS/RBM/2000.22), Genève (Suisse).
- ONUSIDA (2003). HIV/AIDS and conflict, Fact Sheet n° 2, août 2003 (http://www.unaids.org/html/pub/Topics/Security/FS2conflict_en_doc.htm).
- Organisation des Nations Unies (2001a). Rapport de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (A/CONF.189/12), Durban (Afrique du Sud), 2001.
- Organisation des Nations Unies (2001b). Assemblée générale, 79^e séance plénière, 1^{er} décembre 2000, résolution 55/56 (A/RES/55/56), New York (États-Unis).
- Organisation des Nations Unies (2003). Rapport final du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo (S/2003/1027), 23 octobre 2003.
- PNUD (2003). *Rapport mondial sur le développement humain 2003 — Les Objectifs du Millénaire pour le développement: Un pacte entre les pays pour vaincre la pauvreté humaine*, Oxford University Press, New York (États-Unis).
- PNUD (2004). *Réduction des catastrophes naturelles*, Unité de prévention des catastrophes naturelles, New York (États-Unis).
- Smillie I., Gberie L. et Hazleton R. (2000). *The Heart of the Matter — Sierra Leone, Diamonds & Human Security*, Partnership Africa Canada Publication (<http://www.pacweb.org/e/pdf/heart%20of%20the%20matter.doc>).
- Stewart F. et Fitzgerald E. V. K. (éds.) (2000). *War and Underdevelopment*, vol. 1, Oxford University Press, Oxford.
- Stewart F. (2003). Global economic influences and policies towards violent self-determination movements: an overview, Queen Elizabeth House Working Paper Series n° 98, University of Oxford (Royaume-Uni).
- Strand H., Wilhelmsen L. et Gleditsch N. P. (2004). *Armed Conflict Datas Codebook*, Institut international d'Oslo de recherche sur la paix.